

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 24/01/4.4

SEANCE DU 29 JANVIER 2024
L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	26	6	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Christine DEL NERO, (représentée par le Maire)
Michel THUILLIER, (représenté par Nicole BERNARDINI)
Florence GARRONE, (représentée par Laetitia QUILICI)
Thierry AKSOUL, (représenté par Dominique RIGHI)
Valérie MASSENET, (représentée par Delphine GROSSO)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Michel OLLAGNIER)

ABSENTS :

Ombeline LOMPRES

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) et NUL(S) :</u>

OBJET : Convention de réservation de logements et de gestion en flux entre la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et les bailleurs sociaux pour la période 2023-2026

Madame Nicole BERNARDINI, adjointe au Maire explique à l'assemblée que la politique de gestion de la demande locative sociale et d'attribution des logements sociaux a été modifiée en profondeur ces dernières années par plusieurs lois successives (ALUR, LEC, ELAN) regroupées sous le terme de « réforme des attributions ».

La généralisation de la gestion en flux des contingents est un volet majeur de cette réforme. Elle permet de sortir d'une approche cloisonnée par filière de réservation, de lever les freins liés à des logements réservés identifiés qui ne correspondraient plus aux priorités des réservataires, d'optimiser la mise en regard offre/demande, d'orienter le logement libéré vers le réservataire le plus adapté en tenant compte de la localisation du logement et des enjeux d'équilibre social.

Monsieur le Maire précise que compte tenu des ambitions portées dans le cadre de cette réforme et de la récente adoption de la Convention Intercommunale des Attributions en décembre 2021, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'est pleinement investie dans la mise en œuvre de la gestion en flux en devenant « territoire pilote » dans le cadre de l'animation menée par la DREAL PACA et l'ARHLM.

Il convient donc aujourd'hui, de procéder à la signature de la convention avec les bailleurs de la commune permettant la mise en œuvre de la gestion en flux du contingent métropolitain.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2017-1758 du 26.12.2017 portant création de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L441-1-6 et pour la partie réglementaire les articles R 441-5,

Vu la délibération n° 03/02/05/05 du 7.02.2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n° 05/06/40/87 du 23.06.2005 et n° 07/12/28/224 du 13.12.2007 actualisant la compétence Equilibre Social de l'Habitat,

Vu la délibération n° 23/05/078 du 4.05.2023 portant délégations au Président et au Bureau,

Vu la loi n° 2014-366 du 24.03.2014 pour l'accès au logement à un urbanisme rénové, dite loi ALUR,

Vu la loi n° 2017-86 du 27.01.2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, dite loi LEC,

Vu la loi n° 2018-1021 du 23.11.2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN, qui modifie les modalités de gestion des droits de réservation des logements locatifs sociaux, faisant de la gestion en flux un seul mode de gestion des droits de réservation des logements locatifs sociaux,

Vu la loi n° 2022-217 du 21.02.2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS, qui repousse l'échéance de cette mise en place au 23.11.2023,

Vu les articles R 441-5-2 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation prévoyant qu'une convention de réservation doit obligatoirement être signée entre tout bénéficiaire de réservations de logements locatifs sociaux et l'organisme bailleur et définir les modalités pratiques de leur mise en œuvre,

Vu le décret n° 2011-176 du 15.02.2011 relatif à la procédure d'attribution des logements sociaux et au droit au logement opposable,

Vu le décret n° 2020-145 du 20.02.2020, modifié par le décret n° 2021-1016 du 30.07.2021, relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, qui précise les modalités de mise en œuvre de la gestion en flux,

Vu le vote favorable à l'unanimité des collèges composant la Conférence Intercommunale du Logement en date du 14.12.2021 adoptant la Convention Intercommunale d'Attributions et mentionnant les ménages prioritaires au logement au sens des articles L 441-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation ainsi que ceux consacrés par la Conférence Intercommunale du Logement de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

Vu la convention annexée,

Considérant qu'au regard des évolutions des caractéristiques du parc social, du profil des demandeurs, des obligations en matière de logement en faveur des publics prioritaires et des objectifs de mixité sociale, la gestion en stock est apparue comme un facteur de rigidité pour la gestion de ce parc social,

Considérant que la politique de gestion de la demande locative sociale et d'attribution des logements sociaux a été modifiée en profondeur ces dernières années par plusieurs lois successives (ALUR, LEC, ELAN) regroupées sous le terme de « réforme des attributions »,

Considérant que cette dernière, visant à accroître transparence, efficacité des processus d'attribution des logements sociaux et mixité sociale au sein des territoires, place l'intercommunalité chargée de la réalisation du Programme Local de l'Habitat au centre du dispositif et favorise ainsi l'articulation de la politique de production de logements avec celle de peuplement,

Considérant que les objectifs ainsi visés portent à une plus grande souplesse de la gestion du parc social, à l'optimisation de l'allocation des logements disponibles à la demande exprimée en facilitant la mobilité résidentielle, notamment l'accès au logement des plus défavorisés, et enfin, au renforcement du partenariat entre bailleurs et réservataires pour une meilleure gestion des attributions au service de la politique du logement du territoire,

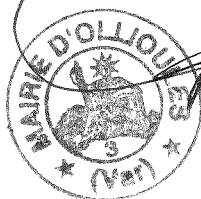
Considérant qu'au regard des ambitions portées dans le cadre de cette réforme et de la récente adoption de la Convention Intercommunale des Attributions en décembre 2021, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'est pleinement investie dans la mise en œuvre de la gestion en flux en devant « territoire pilote » dans le cadre de l'animation menée par la DREAL PACA et l'ARHLM. Souhaitant confirmer son statut de chef de file de sa politique de peuplement, la Métropole a souhaité accompagner la déclinaison opérationnelle de cette réforme dans la mesure où cette gestion vise à mieux répondre aux besoins de logement sur son territoire,

Considérant que la convention annexée fixe les principes conjoints auxquels les parties prenantes pourront se référer pour la mise en œuvre des droits de réservation dudit réservataire au titre de son contingent,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE l'exposé ci-dessus.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer lesdites conventions avec les bailleurs sociaux suivants : LOGIS FAMILIAL VAROIS, VAR HABITAT, UNICIL, SAGEM, ERILIA, TOULON HABITAT et PROLETAZUR.
3. DIT que le budget de la commune ne sera pas impacté par ces dispositions.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**